



Groupe de Travail Discours informés et responsables

3 août 2020

L'Agence Française de Développement a été chargée par les autorités publiques d'élaborer un Plan d'Action sur le thème associant les migrations internationales et le développement. Pour ce faire, l'AFD a constitué un espace inédit de dialogue entre le Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, Expertise France, le Ministère de l'Intérieur, l'Office français de l'Immigration et de l'intégration, des collectivités locales, des centres de recherche, mais aussi des organisations de la société civile : la plate-forme des ONG française de solidarité internationale Coordination Sud, le Forum des Organisations issues des Migrations (FORIM), le GRDR, Migrations & Développement, Forum Réfugiés, le Secours Islamique et la Cimade. Ces organisations forment aujourd'hui le Cadre National de Suivi et de Concertation du Plan d'Action Migrations Internationales et Développement, qui a été adopté en 2018 par le Comité interministériel à la Coopération internationale et au Développement.



Aïcha ISSADOUENE – Caissière St Denis

Les organisations de la société civile membres de cet espace ont proposé de mobiliser le Cadre national de suivi autour du cinquième objectif du Plan d'action pour la « promotion de discours informés et responsables sur les migrations et le lien migrations – développement ». Ce présent texte constitue une première expression publique du groupe.



Tribune

Solidaires ici, solidaires là-bas



Au moment où la société française entre dans une nouvelle phase de son déconfinement, et que les personnes actives rejoignent graduellement leurs postes, nous pouvons être fiers de ces millions de travailleuses et travailleurs essentiels qui ont permis que la vie continue malgré tout, au plus fort de la mise à l'arrêt organisée de la société.

Parmi celles et ceux qui ont tenu le pays debout, assurant sans faille les fonctions essentielles du pays, la part des personnes issues des migrations est significative. Parmi ces personnes, en bonne place, les femmes. Comme nous le rappelle une étude récente de l'INSEE, 14 % des personnes en emploi et nées dans un pays du Maghreb et 15 % de celles nées dans un autre pays d'Afrique sont des « travailleurs essentiels », contre 11 % parmi celles nées en France ou celles nées en Asie (12 %). Nous pensons en premier au personnel hospitalier, au sein duquel nombre de médecins sont originaires du Maghreb (environ 5000). D'après le registre de l'Ordre des médecins, le nombre des médecins avec un diplôme non national inscrit au tableau de l'Ordre a quasiment été multiplié par deux (+ 90%) entre 2007 et 2017.



Mais ces travailleuses et travailleurs essentiels-les issus de l'immigration sont nombreux aussi parmi les infirmiers, aides-soignants, personnel d'entretien, auxiliaires de vie, caissiers des grandes surfaces, épiciers et boulangers, livreurs à vélo qui ont assuré une distribution indispensable, éboueurs, agents de nettoyage qui n'ont pas failli, les éducatrices et éducateurs



de rue qui ont maintenu un contact avec la population dans les quartiers populaires. Cette crise de la Covid a eu le mérite de rendre visible tous ces métiers du quotidien et ceux qui les ont assurés. Le risque est aujourd'hui de les oublier et de les laisser retourner à leur invisibilité.

Cela est d'autant plus choquant que ces travailleuses et travailleurs si essentiels ont aussi été les plus exposés à la maladie. D'après la

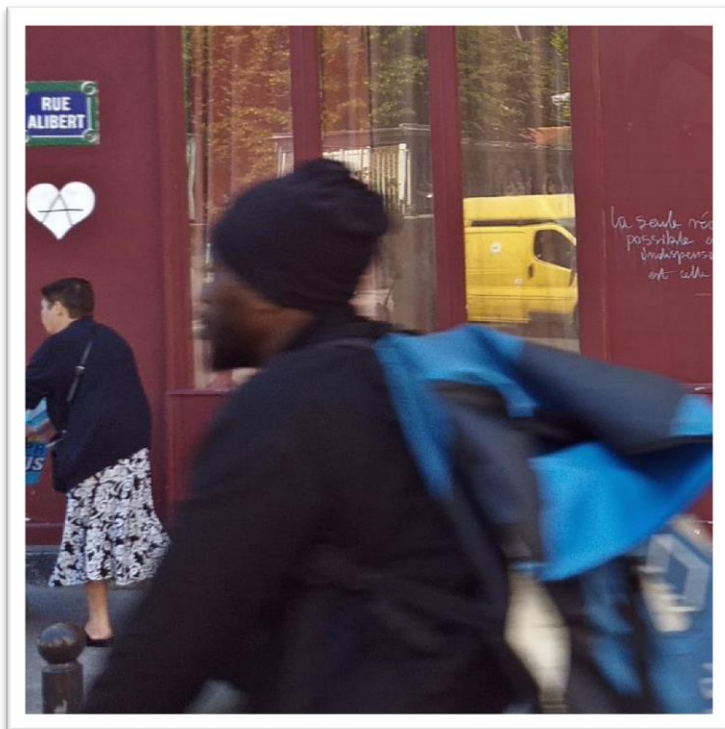
même source INSEE citée plus haut, pendant l'épidémie, les décès de personnes nées à l'étranger ont augmenté deux fois plus que ceux de personnes nées en France, et cette surmortalité a touché en particulier les classes d'âge en activité. Les exemples de personnes ayant payé de leur vie leur engagement professionnel sont multiples, en France comme en Europe : Le Docteur Razafindranazy, premier médecin décédé du Covid-19 en France, le 21 mars, d'origine malgache, fait figure de symbole. Jeune retraité, cet ancien médecin-urgentiste avait volontairement pris une garde de nuit pour soulager ses collègues débordés par le travail, alors que le Coronavirus touchait de plein fouet le département de l'Oise. Autre symbole : Aïcha Issadounène, caissière à St Denis, décédée de la Covid le 26 mars, à laquelle des artistes de rue ont rendu hommage à travers une fresque murale à Saint-Ouen. D'après la même source INSEE citée plus haut, en Seine-Saint-Denis par exemple, la hausse des décès a été particulièrement forte (+ 127 % en mars-avril 2020). Et cette hausse a été de 95 % pour les personnes nées en France, tandis qu'elle était de 191% pour les personnes nées au Maghreb et de 368% pour celles nées en Afrique hors Maghreb. »

Pourtant, en dépit de la surexposition au virus, et à l'image de leur investissement professionnel en France, les personnes issues des migrations ont été à l'initiative d'actions solidaires en France au sein des quartiers et auprès des personnes défavorisées mais également, pour certaines, en direction de leurs pays d'origine. En France cette mobilisation a été concrète et rapide, individuelle et collective. On se rappelle la fabrication et la distribution gratuite de masques dans certains quartiers, mais aussi la constitution de cagnottes solidaires pour l'achat et la distribution de denrées alimentaires à destination des foyers de travailleurs migrants et de familles défavorisées. Ainsi, dans un quartier populaire du Nord de la France, des personnes de toutes origines se sont mobilisées. Une centaine d'habitantes maîtrisant la couture se sont réunies pour fabriquer des masques et des blouses de protection pour l'hôpital du quartier. Associées à cette action, des aides alimentaires étaient organisées avec des petits agriculteurs de la région, à travers des circuits courts et solidaires.



De nombreuses actions de solidarité se sont aussi rapidement structurées en direction des pays d'origine pour un soutien aux soignants et aux personnes vulnérables. Des associations de la diaspora tunisienne se sont regroupées pour fournir du matériel aux hôpitaux en Tunisie. De même, les associations de la diaspora haïtienne se sont très tôt mobilisées pour appuyer les efforts de décontamination de l'eau en Haïti, y promouvoir les gestes barrières et financer la production locale de masques. Au sein de la diaspora marocaine, de multiples cagnottes solidaires ont été créées en Europe, pour des transferts dans les villages d'origine, par ailleurs frappés par une sévère sécheresse. De telles initiatives fleurissent en direction de tous les pays d'origine des diasporas : Mali, Niger, Ghana, Vietnam, Congo-Brazzaville, Madagascar, Sénégal, Guinée Bissau, Venezuela, etc. Et renforcent les solidarités entre les territoires.

Ces actions ont donc été le fait de personnes issues des migrations, et ce, dans un esprit d'ouverture. Tout à l'inverse d'une démarche « communautariste », ces personnes de toutes provenances, ont fait « communauté de vie » à l'échelle d'un territoire, associant sans distinction les forces vives et solidaires de la région. De telles actions citoyennes menées sur les territoires ici comme là-bas sont exemplaires des exigences et des solidarités indispensables pour relever les défis qui nous attendent aujourd'hui.



Parmi les « travailleurs essentiels », les personnes issues des migrations ont pris une place éminente dans notre réponse collective aux défis lancés par la pandémie. Agissant ainsi, elles ont pleinement trouvé leur place dans le récit national, au sein de la société française. Il leur revient que cette place soit aujourd'hui pleinement reconnue.



LES SIGNATAIRES

Annabel Desgrée du Lou, directrice adjointe de l'Institut Convergence Migrations (ICM)

Chadia Arab, géographe, chargée de recherche au CNRS

Christophe Bertossi, directeur du Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (IFRI)

Damien Carême, député européen et président de l'Association Nationale des Villes et Territoires Accueillants (ANVITA)

Francis Monthé, président du GRDR Migration-Citoyenneté-Développement

François Héran, directeur de l'Institut Convergence Migrations (ICM)

Hélène Ngarnim Ganga, directrice du département Transition politique et citoyenne/Gouvernance à l'Agence Française de Développement (AFD)

Jacques Ould Aoudia, vice-président de l'association Migrations & Développement (M&D)

Mackendie Toutpuissant, président du Forum des Organisations de Solidarité Internationale issues des Migrations (FORIM)

Mams Yaffa, directeur d'Esprit d'Ebène et adjoint au Maire du 18^{ème} arrondissement de Paris

Marc Noailly, président de Forum réfugiés-Cosi

Matthieu Tardis, chercheur au Centre migrations et citoyennetés de l'Institut français des relations internationales (IFRI)

Philippe Jahshan, président de Coordination Sud

Rahdia Oudjani, directrice du département gouvernance démocratique et droits humains à Expertise France

Wilfrid Lauriano Do Rego, Coordinateur du Conseil Présidentiel pour l'Afrique